

## Mise à jour\*: la situation financière des ménages au Québec Les dettes ainsi que la valeur des actifs ont grimpé depuis quinze ans

C'est bien connu, le niveau d'endettement des Québécois a progressé rapidement depuis l'an 2000. L'ascension du prix moyen des propriétés résidentielles ainsi que le mouvement d'accession à la propriété ont notamment gonflé le crédit hypothécaire pendant cette période. Cela a également entraîné une hausse de la valeur des actifs de sorte que le bilan financier de l'ensemble des emprunteurs est demeuré relativement sain dans la province. N'empêche, le contexte pourrait se détériorer brusquement si un événement imprévu de forte amplitude affectait la valeur de leur patrimoine. Les ménages ne sont jamais complètement à l'abri d'une chute brutale des marchés boursiers ou d'une correction importante du prix des maisons. Cependant, leur bilan financier s'avère aussi solide qu'il y a quinze ans. Les risques ne sont pas plus élevés qu'à cette époque puisque la proportion de ménages vulnérables n'a pas augmenté.

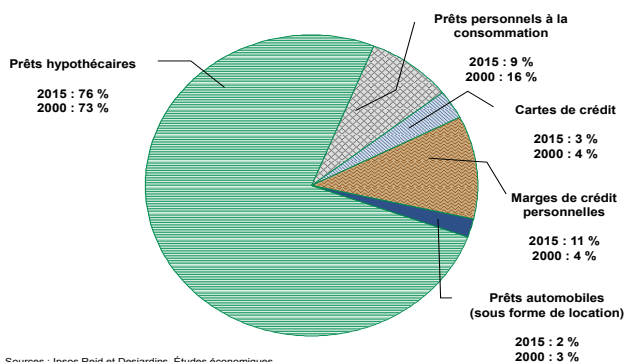
### ASCENSION DES DETTES

Selon les données de l'enquête Ipsos Reid pour le Québec, les dettes moyennes par ménage se situaient autour de 80 000 \$ en 2015 alors que celles-ci avoisinaient plutôt les 42 000 \$ en 2000. Les emprunts des ménages endettés ont ainsi presque doublé en l'espace de quinze ans alors que le niveau général des prix à la consommation a augmenté d'environ 30 %. Tous les types de dettes sont inclus : les prêts hypothécaires, les prêts à la consommation, les cartes de crédit, les marges de crédit personnelles et les prêts automobiles sous forme de location. Au fil des ans, la composition des emprunts a peu évolué (graphique 1). L'emprunt pour l'achat d'une résidence accapare encore environ les trois quarts des dettes des ménages. Celles reliées aux cartes de crédit et aux prêts automobiles sous forme de location représentent toujours la plus faible part. Seul changement majeur : les

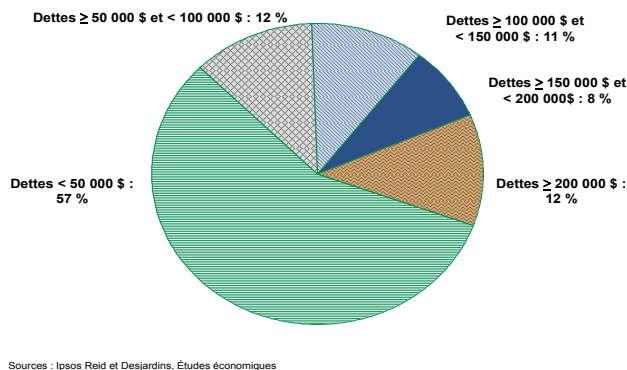
marges de crédit personnelles ont pris de l'importance au détriment des prêts conventionnels à la consommation, en raison de l'essor des marges hypothécaires.

En parallèle avec l'ascension des dettes moyennes, le montant des emprunts a fortement augmenté pour de nombreux ménages. Le mouvement d'accession à la propriété et la forte croissance des prix résidentiels ont contribué à gonfler les hypothèques de plusieurs et, par conséquent, le total de leurs engagements financiers. Environ 20 % des ménages ont désormais des emprunts de plus de 150 000 \$ comparativement à 3 % il y a quinze ans. Les dettes sont supérieures à 200 000 \$ dans 12 % des cas et se situent entre 150 000 \$ et 200 000 \$ pour 8 % des ménages (graphique 2). À l'inverse, ceux qui ont acheté une propriété avant la hausse fulgurante des prix des années 2000 et qui n'ont fait que rembourser

**Graphique 1 – Composition des emprunts des ménages endettés au Québec**



**Graphique 2 – Répartition des ménages endettés au Québec selon leur niveau d'emprunt en 2015**



**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

**Hélène Bégin**  
Économiste principale

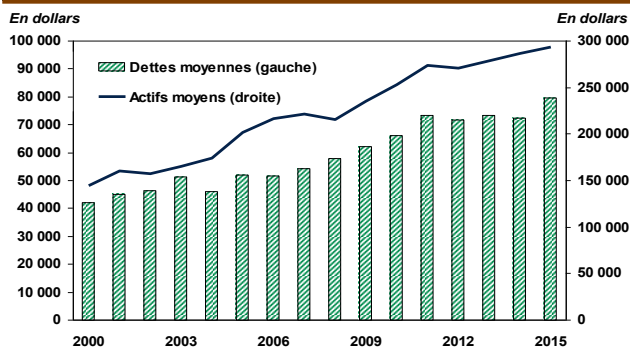
418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

graduellement leur hypothèque depuis quinze ans ont diminué leur endettement. Plus de la moitié des ménages endettés avaient des emprunts de moins de 50 000 \$ en 2015.

### PROGRESSION RAPIDE DES ACTIFS

Qu'en est-il des actifs? Les avoirs totaux ont atteint en moyenne près de 300 000 \$ par ménage l'an dernier, comparativement à 145 000 \$ en 2000 (graphique 3). La valeur moyenne des actifs des ménages endettés a ainsi plus que doublé, soit une progression un peu plus rapide que celle des emprunts. Les avoirs comprennent à la fois les actifs financiers et non financiers tels que les résidences, les voitures, les meubles et les biens personnels.

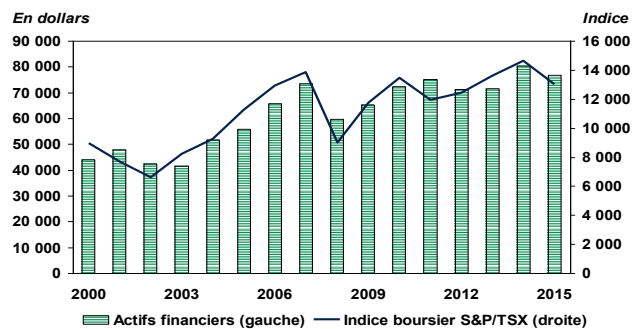
**Graphique 3 – Au Québec, les dettes des ménages endettés ont progressé presque au même rythme que leurs actifs**



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

La valeur des actifs financiers<sup>1</sup> détenue sous forme de comptes chèques et d'épargne et selon les types de placements (obligations et autres placements garantis, fonds mutuels et actions) ont augmenté modérément. Près de 20 % des avoirs totaux des ménages sont détenus sous forme de placements non garantis tels que les actions. Malgré la correction importante des marchés boursiers en 2007-2008, les actifs financiers ont augmenté depuis quinze ans (graphique 4). Leur valeur moyenne a grimpé de 45 000 \$ en 2000 à plus de 75 000 \$ l'an dernier.

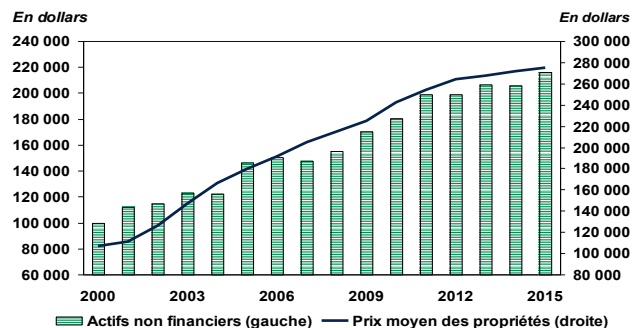
**Graphique 4 – Les actifs financiers des ménages endettés au Québec sont étroitement liés à l'évolution de la Bourse**



Sources : Ipsos Reid, Datastream et Desjardins, Études économiques

L'ascension du prix moyen des propriétés, qui est passé d'environ 100 000 \$ en 2000 à 275 000 \$ l'an dernier, est le principal élément qui explique la forte progression des avoirs non financiers des ménages (graphique 5). Les résidences comptent pour les deux tiers des actifs des Québécois endettés, une part plus importante qu'il y a quinze ans (graphique 6 à la page 3). Étant donné que les propriétés ont pris plus de valeur que les autres éléments du patrimoine des Québécois, la part des autres types d'actifs (non immobiliers) s'est amoindrie au fil du temps.

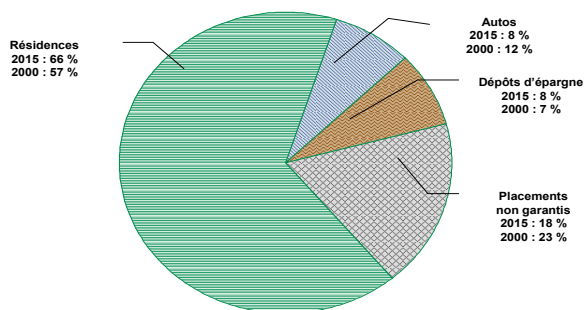
**Graphique 5 – Les actifs non financiers des ménages endettés ont augmenté avec la hausse des prix résidentiels au Québec**



Sources : Ipsos Reid, Fédération des chambres immobilières du Québec pour le système Centris® et Desjardins, Études économiques

<sup>1</sup> Les actifs détenus par le biais d'un fonds de pension n'ont pas été pris en considération, car ce type d'avoir n'est pas liquide pour l'acquittement des dettes pendant la vie active de l'employé.

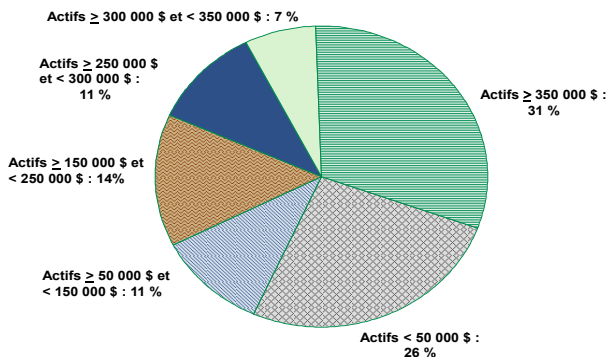
**Graphique 6 – Composition de l'actif des ménages endettés au Québec**



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

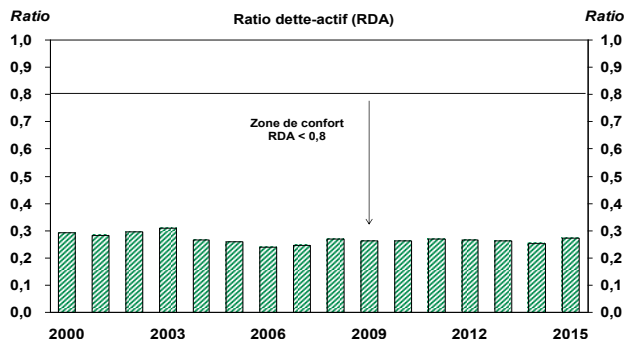
La hausse de la valeur totale des avoirs des ménages a considérablement modifié la répartition des ménages selon le niveau d'actifs. Plus de 30 % des ménages ont maintenant des actifs supérieurs à 350 000 \$ alors que cette proportion s'élevait à moins de 10 % il y a quinze ans (graphique 7). La part des ménages endettés ayant des actifs entre 250 000 \$ et 350 000 \$ est passée de 8 % en 2000 à 18 % en 2015. Finalement, environ le quart des ménages endettés ont des avoirs de moins de 50 000 \$, soit nettement moins qu'auparavant.

**Graphique 7 – Répartition des ménages endettés au Québec selon leur niveau d'actifs totaux en 2015**



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

**Graphique 8 – Le ratio de la dette par rapport à l'actif des ménages endettés au Québec est demeuré assez faible depuis quinze ans**



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

**IMPORTANCE DES MÉNAGES VULNÉRABLES**

Depuis quinze ans, l'augmentation des dettes des Québécois a été accompagnée d'une hausse presque équivalente de leurs actifs. Le ratio dette-actif (RDA) est par conséquent demeuré pratiquement stable, évoluant dans une fourchette allant de 0,2 à 0,3 (graphique 8), soit un niveau jugé confortable. Selon une étude de Statistique Canada<sup>2</sup>, un ratio de 0,8 ou 80 % est considéré comme élevé. Au-delà de ce seuil, les ménages entrent dans une zone d'inconfort puisque la valeur de leurs actifs peut s'avérer insuffisante pour couvrir leurs emprunts.

Au-delà de la tendance générale du ratio dette-actif, c'est la distribution de celui-ci qui permet de mieux cibler la proportion de ménages qui pourrait manquer à leurs engagements financiers. Les travaux de la Banque du Canada et de Statistique Canada ont établi des critères afin de mieux cerner le degré de vulnérabilité des ménages. Le ratio qui évalue dans quelle mesure les ménages ont de quoi couvrir leurs dettes par leur actif, peut être associé soit à une zone de sécurité financière (RDA < 0,8), à une zone d'inconfort (RDA ≥ 0,8 et ≤ 2) ou à un seuil d'insolvabilité (RDA > 2). Plus le poids des dettes d'un ménage est élevé, plus il est sensible à certains événements qui peuvent influencer la valeur de ses avoirs. Une dévaluation subite et persistante de la valeur de ses actifs, comme une chute du prix des maisons ou une correction sévère des marchés boursiers, peut parfois entraîner d'importantes difficultés financières pour les ménages qui ont déjà un ratio dette-actif élevé. En cas de baisse de revenus associée à une perte d'emploi, une séparation ou une maladie grave, la situation peut rapidement devenir critique lorsque le poids des dettes est élevé.

<sup>2</sup> MATT, Hurst, *Endettement et types de familles au Canada*, Statistique Canada, Tendances sociales canadiennes, catalogue no 11-008-X, 21 avril 2011.

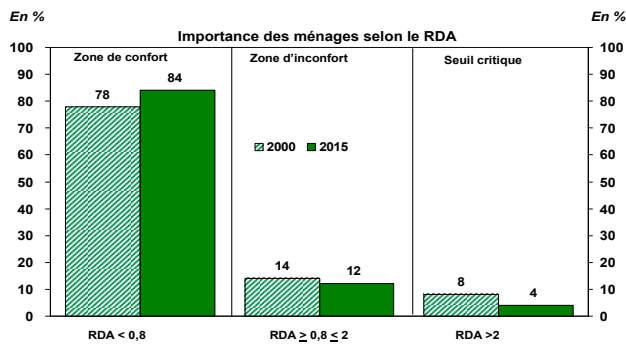
La très grande majorité des ménages québécois, soit environ 84 % se situent dans la zone de sécurité financière, ce qui est plutôt rassurant (graphique 9). La part des ménages se situant dans la zone d'inconfort est toutefois considérable, soit 12 %, et mérite une attention particulière. Ceux dont le RDA est supérieur à 2 sont minoritaires. Plus précisément, 4 % des ménages excédaient ce seuil d'insolvabilité en 2015, soit une part deux fois moins élevée que celle qu'il y a quinze ans. Bien que les ménages dans cette catégorie n'éprouvent pas tous des difficultés financières, ceux qui se retrouvent en situation d'insolvabilité ont, en général, deux fois plus de dettes que d'actifs.

## CONCLUSION

Le niveau d'endettement des Québécois a progressé rapidement au cours des quinze dernières années, mais la valeur des actifs a aussi fortement augmenté. La situation financière de l'ensemble des ménages endettés ne semble pas plus à risque qu'au début des années 2000 puisque le ratio dette-actif est demeuré pratiquement le même. La répartition des ménages indique toutefois que plus de 12 % se situent dans une zone d'inconfort sur le plan financier. Près de 4 % d'entre eux affichent un ratio supérieur au seuil critique qui est habituellement associé à l'insolvabilité financière. Cependant, la situation ne semble pas plus à risque qu'au début des années 2000 puisque la proportion de ménages vulnérables s'avère deux fois moins importante qu'il y a quinze ans.

Peu importe comment évolue la valeur des actifs, les ménages ont toutefois l'obligation de rembourser leurs dettes. La capacité d'honorer ses paiements mensuels pourrait être mise à l'épreuve si les revenus des ménages diminuaient subitement ou que les taux d'intérêt grimpaient de façon inattendue. L'impact de tels événements sera analysé dans un prochain *Point de vue économique*.

**Graphique 9 – Répartition des ménages endettés au Québec selon le ratio dette-actif (RDA)**



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

**Hélène Bégin**  
Économiste principale

Publications précédentes : Desjardins, Études économiques, Point de vue économique « *Situation financière des ménages au Québec et en Ontario* », 7 avril 2015 <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv1504f.pdf?resVer=1428416070000> et Point de vue économique « *Résultats d'une simulation : quelle serait l'incidence d'un recul des prix immobiliers résidentiels sur la situation financière des ménages au Québec?* », 6 mai 2014 <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv140506f.pdf?resVer=1399381434000>